

Document:-
A/CN.4/SR.457

Compte rendu analytique de la 457^e séance

sujet:
Relations et immunités diplomatiques

Extrait de l'Annuaire de la Commission du droit international:-
1958, vol. I

*Telechargé du site Internet de la Commission du Droit International
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

457^e SÉANCE

Jeudi 5 juin 1958, à 9 h. 45

Président : M. Radhabinod PAL

Relations et immunités diplomatiques (A/3623, A/CN.4/114 et Add.1 à 6, A/CN.4/116 et Add.1 et 2, A/CN.4/L.72, A/CN.4/L.75) [suite]

[Point 3 de l'ordre du jour]

PROJET D'ARTICLES RELATIFS AUX RELATIONS ET IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES (A/3623, PAR. 16 ; A/CN.4/116/ADD.1 ET 2) [suite]

ARTICLE 17

1. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, indique que, dans la nouvelle rédaction de l'article 17 (A/CN.4/116/Add.1), il a tenu compte des observations formulées par les Gouvernements de la Belgique, du Chili, des Etats-Unis d'Amérique et du Luxembourg (A/CN.4/114 et Add.1). La modification proposée par le Gouvernement italien (A/CN.4/114/Add.3) passe sous silence un point important, à savoir que l'Etat accréditant est exempt des taxes qui lui seraient imposables en qualité de propriétaire ou de locataire des locaux ; c'est pourquoi cette modification est inacceptable. Quant à la proposition du Gouvernement des Etats-Unis, elle semble devoir compliquer inutilement le texte ; pour M. Sandström, c'est dans le commentaire et non dans le texte même de l'article que doivent figurer les explications et les définitions proposées par ce gouvernement. Certaines observations telles que celles du Gouvernement du Luxembourg, indiquant que l'expression « services particuliers rendus » est plus appropriée que « services effectivement rendus », et celles du Gouvernement belge, relatives à l'emploi du terme français « locaux », semblent tout à fait justifiées, mais n'entraîneraient que des changements rédactionnels.

2. Réexaminant le nouveau texte qu'il a proposé pour l'article 17, le rapporteur spécial ne le juge pas supérieur à celui que la Commission avait adopté lors de sa neuvième session (A/3623, par. 16) ; aussi le retire-t-il. Mais, comme il l'a suggéré, diverses modifications de pure forme pourraient être apportées au texte initial.

3. M. YOKOTA fait observer que, dans le texte de l'article 17 adopté par la Commission, il n'est pas fait mention expresse des impôts et taxes « directs ». Or, on trouve dans la Convention de 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies, à l'article II, les termes « impôt direct » ; il estime que c'est là un argument en faveur de l'adjonction du mot « directs » au texte de l'article ou tout au moins de l'insertion d'une précision dans le commentaire. Quoi qu'il en soit, le rapporteur spécial a fait connaître son opinion dans ses conclusions (A/CN.4/116), où il indique que, selon lui, l'article se rapporte uniquement aux taxes et impôts directs.

4. De l'avis de M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, les dispositions de la Convention que vient de citer

M. Yokota ont une portée différente de celle de l'article que la Commission est en train d'examiner. D'ailleurs, il n'a jamais entendu parler d'impôts indirects sur des immeubles.

5. M. YOKOTA n'insistera pas pour le mot « directs » figure dans le texte de l'article, mais il continue à penser qu'il doit être bien précisé dans le commentaire que l'article 17 ne se rapporte qu'aux impôts et taxes directs.

6. Le PRÉSIDENT estime que l'on pourrait étudier ce point au moment où la Commission en viendra aux améliorations rédactionnelles à apporter au texte ; sous cette réserve, il met l'article aux voix tel qu'il a été rédigé à la neuvième session de la Commission.

A l'unanimité, l'article 17 est adopté.

ARTICLE 18

7. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, indique que le Gouvernement des Etats-Unis propose (A/CN.4/114) de supprimer les mots « et documents », car ils prêtent à confusion et sont inutiles. Ce même gouvernement ne peut admettre le texte du commentaire où il est dit que l'inviolabilité s'étend aux archives et documents indépendamment des locaux où ils se trouvent. Le rapporteur spécial estime que les archives et documents font partie des biens de la mission et que, par conséquent, ils doivent être inviolables en tout lieu, comme par exemple doit l'être une lettre cachetée envoyée par courrier ordinaire.

8. Le Gouvernement italien propose (A/CN.4/114/Add.3) d'ajouter à la fin de la phrase les mots « indépendamment du lieu où ils se trouvent » ; or, cela ne ferait qu'ajouter, au texte de l'article, des mots du commentaire qui expliquent ce texte. Ni l'un ni l'autre de ces gouvernements n'ayant introduit de notion fondamentalement nouvelle dans l'article 18, M. Sandström ne propose aucune modification.

9. M. AMADO rappelle que les mots « et documents » que le Gouvernement des Etats-Unis ne peut admettre, ont été ajoutés sur la proposition du secrétaire de la Commission¹.

10. Les archives et documents de la mission ne se trouvent pas nécessairement dans les locaux de la mission ; l'ambassadeur peut fort bien les transporter avec lui, tout au moins en partie, en un endroit quelconque du territoire de l'Etat auprès duquel il est accrédité. Dans l'article 5 du projet de Harvard relatif aux privilèges et immunités diplomatiques², il est également stipulé que les archives sont inviolables, quel que soit le point du territoire de l'Etat accréditaire sur lesquels ces archives puissent se trouver. C'est pourquoi les mots que le Gouvernement italien propose d'ajouter lui semblent justifiés.

11. M. ALFARO estime que par « archives », on entend également les documents. Toutefois, il ne semble

¹ Voir *Annuaire de la Commission du droit international*, 1957, vol. I (publication des Nations Unies, n° de vente : 1957.V.5.Vol.I), 399^e séance, par. 29 et suivants.

² Harvard Law School, *Research in International Law, I. Diplomatic Privileges and Immunities*, Cambridge (Massachusetts), 1932, p. 61.

pas que, dans l'article 18, il soit question de la correspondance de la mission, laquelle peut se trouver entre les mains de messagers ou à la poste. L'article 21 traite de l'inviolabilité de la valise diplomatique, mais non de celle de la correspondance qui ne se trouve pas dans la valise. Afin que l'article soit complet, M. Alfaro propose donc de supprimer le mot « documents » qui est inutile et d'insérer le mot « correspondance ».

12. M. LIANG, secrétaire de la Commission, expliquant pourquoi il a proposé d'ajouter les mots « et documents », déclare que pour lui il faut entendre par « archives » les documents qu'il est de toute importance de conserver en lieu sûr. Mais il est certains documents tels que des mémorandums en cours de rédaction par des conseillers d'ambassade qui ne font pas nécessairement et ne feront peut-être jamais partie des archives. D'où la suggestion qu'il a proposée et qui, dans son esprit, doit compléter le texte.

13. Sir Gerald FITZMAURICE rappelle qu'aux termes de l'article 21, les documents et le courrier sont inviolables lorsqu'ils se trouvent dans la valise diplomatique ; d'autre part, en vertu de l'article 16, ils sont inviolables lorsqu'ils sont dans les locaux de la mission. Ils bénéficient en quelque sorte de l'inviolabilité de la valise et de l'inviolabilité des locaux de la mission, respectivement. Reste le cas de la correspondance et des documents qui ne se trouvent pas dans les locaux de la mission ou dans la valise diplomatique et c'est celui dont traiterait l'article 18.

14. Toutefois, la difficulté consiste à déterminer quand la correspondance devient correspondance de la mission. Il y a des cas où des lettres sont adressées de source officielle à l'ambassade et sont reconnaissables en tant que telles parce qu'elles portent un sceau ou une marque officiel ; mais dans d'autres cas, les lettres ne rentrent pas dans cette catégorie et ont pour expéditeurs des particuliers ou des organismes privés. On peut concevoir de nombreux cas mal définis.

15. Quoi qu'il en soit, sir Gerald Fitzmaurice estime que, malgré cette difficulté, la Commission doit admettre le principe général de l'inviolabilité de tous les documents de la mission. Il appuie donc la proposition tendant à maintenir le texte dans la rédaction adoptée par la Commission lors de sa neuvième session, en y ajoutant les mots « et la correspondance ».

16. M. ŽOUREK estime, comme le secrétaire de la Commission, que l'expression « archives », même si l'on ajoutait les mots « et la correspondance » ne s'applique pas à tous les écrits de la mission et qu'il est donc indispensable de maintenir les mots « et documents ». Il considère que, indépendamment des archives, il existe d'autres catégories de documents, tels que des projets de mémorandum et d'autres travaux préparatoires, servant par exemple aux fins des négociations, qui sont également inviolables.

17. Il n'est pas opposé à ce qu'il soit fait mention de la correspondance de la mission dans le projet d'articles mais, à son avis, cette mention devrait figurer dans la sous-section B, relative aux facilités accordées à la mission pour son travail, à la liberté de mouvement et de communication et non dans la sous-section A, qui traite

des locaux et archives de la mission. Peut-être pourrait-on faire figurer cette notion à l'article 21.

18. Selon M. AMADO, ce qui caractérise les archives, c'est qu'elles sont relativement fixes et déposées en un seul endroit. En ajoutant les mots « et la correspondance » dans l'article 18, on introduirait la notion de quelque chose de tout à fait différent ; c'est pourquoi il ne peut approuver l'adjonction proposée.

19. M. BARTOŠ précise qu'en Yougoslavie, l'inviolabilité des archives et de la correspondance d'une mission est garantie lorsqu'elles sont acheminées par la valise diplomatique. Mais la correspondance d'une mission ne jouit pas de semblable garantie si elle n'est pas transportée par la valise diplomatique. Au surplus, il faut ajouter que les règles qui président à l'exercice de la liberté de communication varient d'un pays à l'autre. Il ne peut donc accepter que les mots « et la correspondance » soient insérés dans l'article 18.

20. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, est d'accord avec M. Bartoš ; il estime qu'il serait peu indiqué d'ajouter les mots « et la correspondance ». D'ailleurs, il serait difficile de définir le mot « correspondance ». De plus, à son sens, le terme « documents » englobe les lettres officielles de sorte que l'on ne gagnerait rien à ajouter le mot proposé. C'est pourquoi il se déclare opposé à cette suggestion.

21. M. ALFARO, après avoir entendu les critiques qui viennent d'être exprimées, retire la proposition qu'il avait faite d'ajouter les mots « et la correspondance » dans l'article 18 ; il n'insistera pas non plus pour que les mots « et documents » soient supprimés. Il a cependant le sentiment que la question de la correspondance devrait être traitée quelque part dans le projet d'articles, par exemple à l'article 21.

A l'unanimité, l'article 18, tel qu'il a été rédigé à la neuvième session, est adopté.

ARTICLE 19

22. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, appelle l'attention de la Commission sur les observations du Gouvernement des Etats-Unis et sur les commentaires qu'il a faits lui-même à ce sujet (A/CN.4/116). Il signale le paragraphe additionnel qui deviendrait le paragraphe 2 (A/CN.4/116/Add.1) et qu'il propose pour tenir compte d'une observation de caractère général du Gouvernement des Pays-Bas, concernant les sous-sections A et B, qui figure sous la rubrique « Articles additionnels proposés » (A/CN.4/116). Il se réfère également à l'avis qui a été exprimé à ce sujet par la délégation des Philippines à l'Assemblée générale³.

23. M. TOUNKINE ne voit pas ce qui peut justifier l'adjonction quelque peu surprenante suggérée par le rapporteur spécial. Alors qu'il serait tout à fait normal de poser en principe qu'il ne doit pas y avoir de discrimination en matière de taux de change, il ne comprend pas pourquoi les missions diplomatiques devraient nécessairement jouir du taux le plus favorable. Il se peut que, pour

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Sixième Commission, 509^e séance, par. 48.

diverses raisons, des taux de change avantageux soient établis, pour les touristes par exemple, sans que les missions diplomatiques soient admises à en bénéficier.

24. Pour M. ŽOUREK, le paragraphe additionnel va bien au-delà de la portée du projet d'articles. Tous les Etats considèrent leur réglementation en matière de changes comme relevant strictement de leur compétence nationale et le projet serait sans doute inacceptable pour beaucoup de pays, s'il consacrait pareille innovation. Ce sont les besoins et les intérêts économiques des pays qui les amènent à fixer des taux de change différents et il est possible que les missions diplomatiques ne remplissent pas les conditions requises pour que leur soit appliqué le taux de change le plus favorable, s'il s'agit par exemple d'un taux prévu pour les touristes.

25. Sir Gerald FITZMAURICE appuie la proposition du rapporteur spécial relative au paragraphe 1 ; de même, il appuie le paragraphe 2 que le rapporteur spécial propose d'ajouter à l'article 19 bien qu'il y ait, théoriquement, beaucoup de vrai dans les objections que viennent de formuler les deux orateurs qui l'ont précédé. De nos jours, la vie internationale se caractérise par le fait que certains pays maintiennent des taux de change artificiels qui ne correspondent pas à la valeur réelle de leur monnaie sur le marché international. La fixation d'autres taux plus favorables est en soi une preuve du caractère illusoire du taux officiel de change. Sir Gerald Fitzmaurice déclare qu'il sait d'expérience que, pour les missions diplomatiques, dont les dépenses locales sont très lourdes, l'application de taux artificiels de change est une source de grandes difficultés. Tout en admettant que les Etats sont parfaitement en droit de fixer les taux de change qu'ils jugent appropriés, sir Gerald Fitzmaurice estime qu'il serait simplement équitable que, lorsqu'il existe des taux de change plus favorables, les missions diplomatiques puissent en bénéficier. Si le principe était admis, le texte pourrait être libellé de telle manière qu'elles ne puissent pas bénéficier de taux exceptionnels du genre de ceux qui sont prévus pour les touristes.

26. M. BARTOŠ indique que son pays, la Yougoslavie, a rencontré certaines difficultés en matière de taux de change. A la suite d'une demande générale, il a été accordé à toutes les missions accréditées en Yougoslavie le droit de bénéficier du taux préférentiel fait aux touristes à la place du taux officiel de change. Par la suite, cependant, certaines missions ont insisté pour qu'il leur soit accordé de bénéficier du taux privilégié fait aux ressortissants yougoslaves qui rapatrient dans leur pays des fonds représentant les sommes qu'ils ont gagnées ; économisées ou héritées à l'étranger et qu'ils ne sont pas également tenus de transférer en Yougoslavie. Il est bien naturel que le Gouvernement yougoslave ne veuille pas accorder aux missions diplomatiques le bénéfice d'un taux de change qui, en réalité, a été institué pour récompenser le patriotisme de certains citoyens et auquel, par conséquent, les missions n'ont nullement droit. M. Bartoš craint que la proposition du rapporteur spécial ne soit un encouragement à des exigences excessives de cette nature.

27. M. AMADO estime qu'entre le paragraphe du texte initial de l'article 19 — à la lecture duquel on évoque naturellement toutes les fonctions diplomatiques et poli-

tiques des missions, l'exercice des droits souverains de l'Etat accréditant dans ses relations avec l'Etat accréditaire et l'ensemble de l'appareil de représentation diplomatique — et un paragraphe qui traite d'une question de détail comme celle des taux de change, la transition est vraiment trop brusque. Si la Commission veut introduire dans le projet une disposition telle que celle proposée par le rapporteur spécial, au rejet de laquelle M. Amado ne s'est pas encore résolu mais qui, comme M. Bartoš l'a fait observer, pourrait avoir des conséquences graves et amener des complications multiples, il serait plus logique de l'insérer dans les articles relatifs à l'exemption fiscale et à l'exonération des droits de douane.

28. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, explique qu'il a beaucoup hésité avant de proposer le paragraphe additionnel. De toute façon, ce n'est là qu'une suggestion et la disposition en cause peut fort bien être insérée parmi les articles relatifs aux questions d'ordre financier.

29. Quant au contenu de la proposition, il peut se justifier, non seulement pour les raisons qui ont été invoquées par sir Gerald Fitzmaurice mais aussi, par le fait que ce ne serait pas placer les agents diplomatiques dans une situation privilégiée que de faire disparaître l'inégalité qui existe entre le traitement qui leur est accordé et celui dont bénéficient les touristes.

30. M. TOUNKINE se demande pourquoi, parmi toutes les questions se rattachant aux facilités à accorder aux missions diplomatiques, la Commission traiterait à part ce seul problème d'ordre financier. La question de la réglementation des changes est non seulement considérée par les Etats comme relevant strictement de leur compétence nationale, mais encore elle est extrêmement complexe et déjà régie par un grand nombre d'accords bilatéraux. A son avis, il serait inopportun d'insérer dans le projet une disposition qui risquerait de le rendre moins acceptable pour les Etats.

31. EL-KHOURI bey estime que le nouveau paragraphe 2 qui a été proposé risquerait d'entraîner de graves abus. Les missions auraient sans doute tendance à profiter des taux de change favorables, quel que soit le but pour lequel ceux-ci aient pu être établis. Il ne voit aucune raison d'accorder aux missions des privilèges particuliers en la matière et il se déclare opposé au paragraphe 2.

32. Le PRÉSIDENT met aux voix le principe énoncé dans le paragraphe additionnel que le rapporteur spécial a proposé d'ajouter à l'article 19 (A/CN.4/116/Add.1).

Par 9 voix contre 6, avec 2 abstentions, le principe est rejeté.

33. Le PRÉSIDENT met aux voix l'article 19 tel qu'il a été rédigé à la neuvième session.

A l'unanimité, l'article 19 est adopté.

ARTICLE 20

34. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, se réfère aux observations des Gouvernements de l'Australie, des Pays-Bas, de la Suisse et des Etats-Unis d'Amérique ainsi qu'à ses propres commentaires sur ces diverses observations (A/CN.4/116). Il a établi pour l'article 20 une nouvelle rédaction (A/CN.4/116/Add.1), qui tient compte des observations du Gouvernement des Pays-Bas.

35. Pour M. VERDROSS, il n'y a pas une grande différence entre l'ancien texte et le nouveau puisque la proposition des Pays-Bas exprime, en des termes un peu différents, les mêmes idées que le texte initial de l'article 20.

36. M. TOUNKINE rappelle que, lors de sa précédente session, la Commission a examiné à fond la question de la liberté de mouvement et que le Comité de rédaction a eu quelque peine à élaborer un texte qui soit acceptable pour tous les membres. La proposition des Pays-Bas rappelle à divers égards le texte primitivement proposé par sir Gerald Fitzmaurice⁴, lequel a été par la suite modifié, puis développé. M. Tounkine constate que, de tous les gouvernements qui ont formulé des observations sur le projet, deux seulement ne se sont pas déclarés satisfaits de l'article 20.

37. M. AMADO aimerait mieux, s'il n'y a pas nécessité urgente de modifier le texte de l'article 20, que celui-ci soit maintenu dans la rédaction qui a été adoptée à la précédente session : les principes y sont énoncés en une seule phrase et, de ce fait, il est supérieur au texte révisé.

38. Sir Gerald FITZMAURICE, tout en préférant le texte révisé que propose le rapporteur spécial, se rend compte que l'article tel qu'il a été rédigé en 1957 concilie dans une certaine mesure des points de vue opposés. C'est pourquoi, bien que ce texte puisse évidemment être amélioré, il estime que le plus sage serait de n'y pas toucher.

39. Selon M. YOKOTA, la nouvelle proposition pourrait faire croire que l'Etat accréditaire a le droit d'interdire ou de réglementer l'accès de certaines régions par des lois ou règlements qui s'appliqueraient expressément aux membres des missions. S'il a bien compris, la Commission, en adoptant l'article à sa session précédente, ne visait que les lois et règlements sur cette matière qui s'appliquent au public en général. M. Yokota préférerait conserver sans changement l'article 20 initial qui exprimait sans ambiguïté les principes en cause.

40. M. EDMONDS fait remarquer que la différence entre l'ancien texte et le nouveau texte proposé tient au fait que l'accent a été déplacé. Le texte de 1957 met plutôt l'accent sur le droit qu'aurait l'Etat accréditaire de restreindre jusqu'à un certain point la liberté de mouvement tandis que la nouvelle proposition énonce d'abord le principe de liberté de mouvement, puis indique les circonstances dans lesquelles l'Etat accréditaire pourrait légitimement assortir cette liberté de restrictions diverses. C'est pourquoi M. Edmonds approuve la nouvelle proposition car il est plus conforme à l'esprit dont s'inspire le projet d'énoncer d'abord la règle générale.

41. M. ŽOUREK fait remarquer qu'il n'y a pas grande différence entre les deux textes pour ce qui est des conséquences pratiques. Toutefois, comme l'article 20 avait fait l'objet d'un débat approfondi et constituait une sorte de compromis qui n'a appelé de critiques que de la part de deux gouvernements seulement, il préfère le conserver tel qu'il est.

42. M. HSU reconnaît avec M. Edmonds que la nouvelle proposition s'harmonise mieux avec l'esprit dont s'inspire le reste du projet. Au surplus, comme deux gouvernements ont critiqué vigoureusement l'article, la Commission doit essayer de leur donner satisfaction autant que possible.

43. Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition visant à conserver tel qu'il est l'article 20 établi par la Commission à sa neuvième session.

Par 11 voix contre 5, la proposition est adoptée.

ARTICLE 21

Paragraphe 1

44. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, signale un changement rédactionnel recommandé par le Gouvernement des Pays-Bas, les observations de la Suisse, du Japon et des Etats-Unis d'Amérique, ainsi que les réponses qu'il a présentées (A/CN.4/116). Au paragraphe 1 de son projet révisé (A/CN.4/116/Add.1), il a tenté de tenir compte de l'observation du Gouvernement suisse.

45. M. BARTOŠ désapprouve, pour des raisons pratiques, la proposition du Gouvernement suisse en vertu de laquelle le droit d'utiliser des courriers diplomatiques devrait être limité aux communications avec le gouvernement accréditant et avec les consulats sur le territoire de l'Etat accréditaire.

46. Selon une pratique internationale et diplomatique générale récemment établie, il est inutile qu'un courrier passe par tous les points où se trouvent des missions diplomatiques. On se sert de certains postes comme de centres de triage. Par exemple, Paris sert de centre de triage pour les communications entre la Yougoslavie, d'une part, et, en plus de la France, le Royaume-Uni, le Luxembourg, la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark, d'autre part. A jour fixe, les courriers des ambassades de Yougoslavie à Paris et dans les capitales des pays précités viennent à Paris pour prendre livraison de la valise de Belgrade et remettre la valise pour Belgrade. De même, Belgrade sert de centre de triage à de nombreux pays occidentaux pour la correspondance entre leurs ministères et d'autres pays balkaniques. Washington, certains postes du Brésil et de l'Argentine servent également de centre de triage. Ce n'est pas une pratique que la Yougoslavie est seule à suivre ; elle s'est révélée commode dans la généralité des cas. De plus, un ambassadeur est parfois accrédité auprès de plusieurs chefs d'Etat ; les diverses missions à la tête desquelles il se trouve seraient gênées si elles n'avaient pas le moyen de communiquer entre elles par courrier diplomatique. La proposition du Gouvernement suisse serait un recul ; elle empêcherait les Etats de tirer le meilleur parti des moyens de communication modernes.

47. M. ŽOUREK estime que l'interprétation restrictive qui découle de la proposition du Gouvernement suisse ne correspond pas à la pratique contemporaine. Les solutions décrites par M. Bartoš en vertu desquelles un courrier peut desservir plusieurs missions jalonnant son itinéraire sont beaucoup plus économiques, commodes, efficaces. Si la proposition du Gouvernement suisse était

⁴ *Annuaire de la Commission du droit international*, 1957, vol. I (publication des Nations Unies, n° de vente : 1957.V.5.Vol.I), 400^e séance, par. 34.

adoptée, les missions diplomatiques de l'Amérique du Sud, par exemple, devraient, pour communiquer entre elles, passer par leur ministère des affaires étrangères, ce qui serait beaucoup plus long et plus coûteux. En conséquence, M. Žourek propose de conserver le texte du paragraphe 1 de l'article 21 du texte de 1957.

48. Sir Gerald FITZMAURICE est d'avis que la pratique suggérée par le Gouvernement suisse, si même elle était courante naguère, est par trop restrictive pour l'époque. Les valises diplomatiques sont habituellement transportées par air et le courrier doit souvent passer par deux ou trois postes diplomatiques où d'autres valises sont chargées afin de transmettre des documents et de la correspondance d'un poste diplomatique à l'autre. Par suite, il serait peu réaliste de limiter l'emploi des courriers diplomatiques comme le Gouvernement suisse le suggère.

49. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, prenant en considération la tournure prise par le débat, retire le texte révisé du paragraphe 1 proposé dans le document A/CN.4/116/Add.1.

50. Le PRÉSIDENT met aux voix le paragraphe 1 de l'article 21 tel qu'il a été adopté à la neuvième session.

A l'unanimité, le paragraphe 1 de l'article 21 est adopté.

Paragraphe 2 et 3

51. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, signale les observations des Pays-Bas, de la Suisse, de la Belgique, des Etats-Unis d'Amérique (A/CN.4/116) et de l'Italie (A/CN.4/114/Add.3). C'est l'expression « objets à usage officiel », au paragraphe 3, qui a soulevé le plus de difficultés. Le paragraphe 2 du texte révisé présenté par M. Sandström (A/CN.4/116/Add.1) est destiné à remplacer les paragraphes 2 et 3 du texte de 1957 ; il tente de tenir compte des observations que cette expression a appelées et, également, de la suggestion du Gouvernement italien selon laquelle la valise diplomatique devrait porter un sceau ou des marques d'identification extérieures. L'observation du Gouvernement italien selon laquelle les valises devraient toujours être adressées au chef de la mission personnellement pourra, semble-t-il, être traitée dans le commentaire.

52. Sir Gerald FITZMAURICE regrette que le rapporteur spécial ait fondu ensemble les paragraphes 2 et 3 du texte de 1957. A la précédente session, la Commission avait eu des difficultés à établir un juste équilibre entre l'inviolabilité de la valise diplomatique et l'obligation de ne pas y introduire des objets qu'elle ne doit pas contenir. Après un débat prolongé, la Commission avait conclu qu'il vaudrait mieux exprimer ces deux idées dans des paragraphes distincts pour mettre l'accent sur le principe que la valise diplomatique ne doit être ni ouverte ni retenue. Sir Gerald Fitzmaurice ne voit pas de motif de revenir maintenant sur cette décision ; toutefois, il n'aurait pas d'objection à ce que l'on ajoute au paragraphe 3 un membre de phrase relatif aux sceaux ou marques extérieures d'identification.

53. Il note avec satisfaction que le rapporteur spécial n'a pas retenu la suggestion du Gouvernement italien en vertu de laquelle les valises diplomatiques devraient

toujours être adressées au chef de la mission, car ce n'est pas la pratique habituelle.

54. M. TOUNKINE indique qu'il est lui aussi peu enclin à croire qu'il soit bon de remanier les paragraphes 2 et 3 comme le propose le rapporteur spécial. A son avis, le nouveau texte marque un recul vers celui que le rapporteur spécial avait proposé initialement (A/CN.4/91). Ce texte initial admettait certaines exceptions au principe de l'inviolabilité et le nouveau paragraphe 2 proposé pourrait aussi être interprété comme signifiant que l'inviolabilité de la valise n'existe que si les conditions indiquées dans la première phrase sont remplies.

55. La question a été étudiée à fond dans son ensemble à la session précédente et, comme vient de le rappeler sir Gerald Fitzmaurice, il a été difficile de trouver une formule appropriée quelle qu'elle soit. La Commission avait reconnu que le principe de l'inviolabilité est absolu — certains membres de la Commission avaient même suggéré qu'il devrait se situer au même niveau que celui de l'inviolabilité des locaux de la mission — et qu'il n'est permis en aucun cas d'ouvrir ou de retenir la valise. D'autre part, il existe une obligation de la part de l'Etat accréditant en ce qui concerne le contenu de la valise, mais il est très difficile de vérifier si cette obligation est respectée.

56. On devrait conserver les paragraphes 2 et 3, tels qu'ils sont établis dans le projet de 1957, peut-être en ajoutant au paragraphe 3 un membre de phrase concernant les sceaux ou marques extérieures d'identification.

57. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, n'entendait pas faire abstraction des débats qui ont eu lieu à la session précédente. S'il a proposé un texte amalgamé, c'est parce qu'il pourrait être souhaitable de donner une définition de la valise diplomatique et que cette définition devrait venir en tête. Il reconnaît toutefois que le texte de 1957 a été élaboré avec tant de difficultés que, finalement, il vaudrait mieux ne pas le modifier. On pourrait définir la valise diplomatique dans le commentaire. M. Sandström retire donc le projet de paragraphe 2 qu'il avait proposé.

58. M. ALFARO se félicite que le texte proposé ait été retiré, car, énonçant à la fois le principe de l'inviolabilité et l'obligation de ne pas introduire dans la valise des articles qui ne doivent pas s'y trouver, ce texte se soustrayait à la règle selon laquelle chaque paragraphe d'un instrument doit ne traiter que d'une seule idée principale.

59. Il appuie le texte des paragraphes 2 et 3 établi à la session précédente.

60. M. ŽOUREK et M. YOKOTA expriment le désir que le Comité de rédaction ajoute au paragraphe 3 un membre de phrase relatif aux sceaux et marques extérieures d'identification.

61. Le PRÉSIDENT met aux voix le paragraphe 2 de l'article 21 tel qu'il a été rédigé à la neuvième session.

A l'unanimité, le paragraphe 2 est adopté.

62. Le PRÉSIDENT met aux voix le paragraphe 3 de l'article 21 tel qu'il a été rédigé à la neuvième session,

étant entendu que les changements rédactionnels demandés seront effectués par le Comité de rédaction.

Par 16 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 3 est adopté.

Paragraphe 4

63. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, signale les observations de la Belgique, de la Suisse, des Etats-Unis d'Amérique, des Pays-Bas, du Japon et du Chili (A/CN.4/116).

64. Au paragraphe 3 du nouveau texte qu'il a proposé (A/CN.4/116/Add.1), il a suivi la proposition de la Belgique qui demandait une définition de l'expression « courrier diplomatique ».

65. M. BARTOŠ souligne la difficulté que pose souvent le passeport du courrier. Certains Etats tiennent à ce que ce passeport soit visé par l'ambassade, mais il est de pratique courante de ne pas demander un visa encore que les Etats soient en droit de l'exiger d'une façon permanente ou pendant une période donnée. Toutefois, il importe que les Etats tiennent les autres Etats au courant des modifications qu'ils introduiraient dans leurs usages.

66. M. AMADO se demande s'il est nécessaire d'insérer une définition dans le texte. Il suffirait peut-être de dire « Le courrier diplomatique doit être muni d'un document établissant sa qualité ».

67. Toutefois, il ne voit pas pourquoi on ne conserverait pas le paragraphe 4 du texte de 1957 puisque, si certains Etats peuvent considérer que ses stipulations vont trop loin, une interprétation adéquate, c'est-à-dire restrictive en est donnée dans le commentaire.

La séance est levée à 13 heures.

458^e SÉANCE

Vendredi 6 juin 1958, à 9 h. 45

Président : M. Radhabinod PAL

Relations et immunités diplomatiques (A/3623, A/CN.4/114 et Add.1 à 6, A/CN.4/116 et Add.1 et 2, A/CN.4/L.72, A/CN.4/L.75) [suite]

[Point 3 de l'ordre du jour]

PROJET D'ARTICLES RELATIFS AUX RELATIONS ET IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES (A/3623, PAR. 16 ; A/CN.4/116/ADD.1 ET 2) [suite]

ARTICLE 21 (suite)

Paragraphe 4

1. Pour sir Gerald FITZMAURICE, le paragraphe proposé par le rapporteur spécial sur les courriers diplomatiques (A/CN.4/116/Add.1) prête à diverses objections. La première phrase est acceptable en principe, mais on doit se demander s'il est nécessaire de distinguer le passeport du courrier du titre qui établit la qualité du courrier. Certains pays ne délivrent des passe-

ports de courrier qu'à ceux qui font partie du cadre des courriers. Il arrive souvent aussi que les valises soient confiées à d'autres membres du service diplomatique, par exemple à des diplomates qui rejoignent leur poste ou qui partent en congé. Il est d'usage de délivrer à ces personnes un document établissant que, pour ce voyage déterminé, ils transportent une valise officielle. Il arrive parfois que l'on remette un titre semblable au commandant d'aéronef lorsqu'il fait fonctions de courrier.

2. Sir Gerald Fitzmaurice n'est pas sûr que la deuxième phrase du paragraphe proposé représente une amélioration par rapport au texte de 1957 (A/3623, par. 16). Tout d'abord, elle ne stipule plus que le courrier diplomatique doit être protégé par l'Etat accréditaire alors pourtant qu'aucun gouvernement n'a critiqué cette disposition. En deuxième lieu, l'expression « pendant son voyage » contenue dans le nouveau texte pourrait être interprétée comme signifiant que le courrier ne doit pas jouir de l'inviolabilité de sa personne et des immunités d'arrestation ou de détention pendant les intervalles entre ses voyages. Ces intervalles peuvent être courts ou longs suivant que le poste auquel le courrier est envoyé est plus ou moins éloigné, mais, à moins que le courrier ne prenne un congé dans l'intervalle, inviolabilité et immunité ne doivent pas connaître d'interruption. Ce serait probablement une pure question de rédaction d'introduire à la place une expression comme « en transit » ou « pendant qu'il s'acquitte de ses fonctions ». Sir Gerald Fitzmaurice aurait préféré le texte de 1957 qui réglait la question comme il convient, mais il est disposé à accepter le nouveau texte du rapporteur spécial si les changements rédactionnels dont il vient de parler sont effectués.

3. M. SANDSTRÖM, rapporteur spécial, répondant à la première critique de sir Gerald Fitzmaurice, précise que l'idée de protection est implicitement contenue dans l'expression « inviolabilité de la personne ». D'autre part, le mot « voyage » s'entend à la fois du voyage d'aller, du voyage de retour et de l'intervalle entre eux. Le Comité de rédaction pourra certainement apporter les remaniements de forme qui conviennent.

4. M. YOKOTA ne s'opposera pas à l'inclusion d'une définition du « courrier diplomatique » dans le projet, mais il pense que le texte proposé par le rapporteur spécial peut être amélioré.

5. La dernière phrase du paragraphe 4 du commentaire accompagnant l'article 21 du texte de 1957 crée une certaine confusion, car elle donne à entendre que le commandant d'un aéronef commercial à qui est confiée une valise diplomatique doit être considéré comme courrier diplomatique s'il reçoit un document établissant cette qualité. Or, si le courrier diplomatique est un agent qui voyage en vue d'acheminer une valise diplomatique, en revanche le commandant d'un aéronef commercial, attaché à une compagnie de navigation aérienne régulière et en activité de service auprès de cette compagnie, ne saurait être réputé voyager en vue d'acheminer une valise diplomatique ; par suite, il ne peut pas être considéré comme un courrier diplomatique. La valise elle-même a droit à la protection mais ni le commandant de bord, ni, le cas échéant, un membre de l'équipage, n'ont besoin du privilège spécial de l'inviolabilité. Le statut de courrier